

# Salaires

En 2012, le salaire mensuel de base (SMB) a augmenté au même rythme qu'en 2011 en termes nominaux (+2,1 % après +2,2 %) tandis que le salaire moyen par tête (SMPT) a légèrement ralenti (+2,1 % après +2,5 %). L'inflation a baissé et le chômage a augmenté de manière continue mais les hausses de Smic plus importantes en 2012 qu'en 2011 ont soutenu les salaires nominaux. Grâce à la baisse de l'inflation, le SMPT réel a augmenté au même rythme qu'en 2011 (+0,4 %) et le SMB réel a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,1 %).

Au premier semestre 2013, la baisse de l'inflation se transmettrait progressivement aux salaires nominaux. En outre la revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (+0,3 %) a été modeste et les gains trimestriels de salaires réels seraient faibles. Toutefois, grâce aux gains de salaires réels de mi-2012, les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2013 seraient positifs à +0,6 % pour le SMB et +0,3 % pour le SMPT.

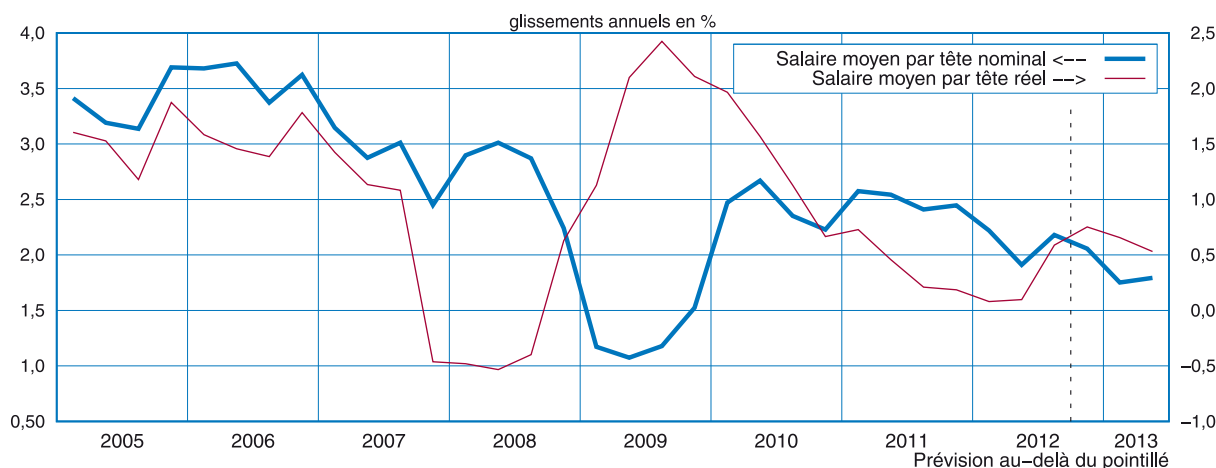
Dans les administrations publiques, le SMPT nominal a ralenti en 2012 (+1,2 % après +1,8 %). En termes réels, il a de nouveau reculé (-0,5 % après -0,3 %), recul qui se poursuivrait début 2013 (-0,2 % d'acquis de croissance mi-2013 pour le SMPT réel).

## En 2012, les salaires ont augmenté environ au même rythme qu'en 2011

En 2012, le salaire mensuel de base (SMB) a été presque aussi dynamique qu'en 2011 en termes nominaux (+2,1 % après +2,2 %). Il a crû de manière régulière au cours de l'année : +0,5 % à chaque trimestre. Le salaire moyen par tête (SMPT) a augmenté au même rythme que le SMB en 2012 (+2,1 %) en léger ralentissement après la hausse de 2,5 % en 2011. La hausse du chômage a pesé sur le pouvoir de négociations des salariés, mais, les salaires étant en partie déterminés par l'inflation passée, ils ont bénéficié de son augmentation en 2011. En particulier, les hausses de Smic, consécutives à la forte inflation observée en 2011 et au coup de pouce du 1<sup>er</sup> juillet 2012, ont soutenu la croissance des salaires nominaux. En effet, le Smic a été réévalué de 2,1 % en décembre 2011, de 0,3 % en janvier 2012 mais aussi de 2,0 % en juillet 2012, ce qui porte l'augmentation moyenne du Smic en 2012 à 3,3 % contre 1,8 % en 2011.

En termes réels, le SMB a légèrement accéléré (+0,4 % en 2012 après +0,1 % en 2011), le SMB nominal augmentant en 2012 au même rythme qu'en 2011 alors que l'inflation ralentissait légèrement (+1,7 % après +2,1 %). Le SMPT réel a progressé en 2012 comme en 2011 (+0,4 %). Les gains de salaires réels ont été réalisés

### Évolution du salaire moyen par tête (SMPT), nominal et réel



Champ : Secteur marchand non agricole

Sources : Dares, Insee

principalement aux deuxième et troisième trimestres du fait du fort ralentissement des prix à la consommation, car les salaires s'ajustent avec retard à l'inflation. Au quatrième trimestre 2012, en revanche, les gains de salaires réels auraient été plus faibles.

### Les salaires réels augmenteraient très légèrement au premier semestre 2013 dans le secteur marchand

Début 2013, le Smic a été faiblement revalorisé (+0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier) car la revalorisation ne prenait en compte que la hausse des prix à la consommation hors tabac observée entre mai et novembre 2012, l'inflation observée entre novembre 2011 et mai 2012 ayant déjà été intégrée lors de la revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> juillet 2012. De plus, le chômage continuerait d'augmenter au premier semestre 2013 limitant le pouvoir de négociation des salariés. Dans le sillage de la baisse de l'inflation, le glissement annuel des salaires nominaux continuerait de diminuer (*cf. graphique*), et les gains de salaires réels seraient faibles à chaque trimestre.

(1) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2012 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et les agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2007 et 2011.

Les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2013 seraient de +1,6 % pour le SMB nominal et de +1,4 % pour le SMPT nominal. En termes réels, ils seraient de +0,6 % pour le SMB et de +0,3 % pour le SMPT.

### Le salaire moyen baisse en termes réels dans les administrations publiques

Dans la fonction publique, la baisse des salaires réels s'est poursuivie, notamment du fait du nouveau gel du point d'indice en 2012 et d'un effet « noria » important lié aux départs en retraite. En revanche, l'indice minimum de la fonction publique a progressé de 2,4 % le 1<sup>er</sup> janvier 2012 puis de 2,0 % le 1<sup>er</sup> juillet 2012, afin de suivre l'évolution du Smic. En outre, le dispositif de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)<sup>1</sup> a été reconduit en 2012. Au total, le SMPT des administrations publiques a augmenté en 2012 en euros courants (+1,2 % après +1,8 % en 2011) mais a continué de diminuer en termes réels (-0,5 % après -0,3 %).

Début 2013, le point d'indice est toujours gelé et le dispositif GIPA est reconduit. Le SMPT nominal des administrations publiques ralentirait très légèrement et l'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2013 serait de +0,8 % pour le SMPT nominal et de -0,2 % pour le SMPT réel. ■

### Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,2	2,1	1,6
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,7	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	2,5	2,1	1,4
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)							1,8	1,2	0,8
Prix de la consommation des ménages (Comptes nationaux trimestriels)	0,6	0,2	0,1	0,3	0,4	0,3	2,1	1,7	1,1
SMB réel	-0,1	0,3	0,4	0,1	0,0	0,2	0,1	0,4	0,6
SMPT réel (SMNA)	0,1	0,2	0,4	0,0	0,0	0,1	0,4	0,4	0,3
SMPT réel (APU)							-0,3	-0,5	-0,2

Prévision

Source : Insee

# Revenus des ménages

En 2012, le pouvoir d'achat des ménages aurait reculé (-0,2 % après +0,5 % en 2011), malgré la modération de l'inflation (+1,7 % après +2,1 % en 2011). En effet, le revenu disponible brut (RDB) aurait fortement ralenti (+1,5 % après +2,6 %) en raison du moindre dynamisme des revenus d'activité (+2,0 % après +2,9 %) et de l'accélération des prélèvements fiscaux (+9,3 % après +6,6 %).

Le pouvoir d'achat augmenterait toutefois début 2013 (+0,2 % au premier semestre 2013 après -0,1 % chacun des deux semestres 2012), principalement en raison du calendrier de perception des impôts. En effet, après une forte augmentation au second semestre 2012 en raison de hausses des prélèvements obligatoires votées au titre des Lois de Finances successives, ceux-ci marqueraient une pause début 2013. En revanche, les revenus d'activité continueraient de ralentir.

## Les revenus d'activité continueraient de ralentir à l'horizon de la prévision

Sur l'ensemble de l'année 2012, les revenus d'activité ont été moins dynamiques qu'en 2011 (+2,0 %, après +2,9 % en 2011, cf. tableau 1). La masse salariale reçue par les ménages notamment a ralenti sensiblement (+1,9 % après +2,9 % en 2011 ; cf. tableau 2) en raison de la dégradation du marché du travail. D'une part, l'emploi dans les branches marchandes non agricoles a reculé (cf. graphique 1). D'autre part, malgré les

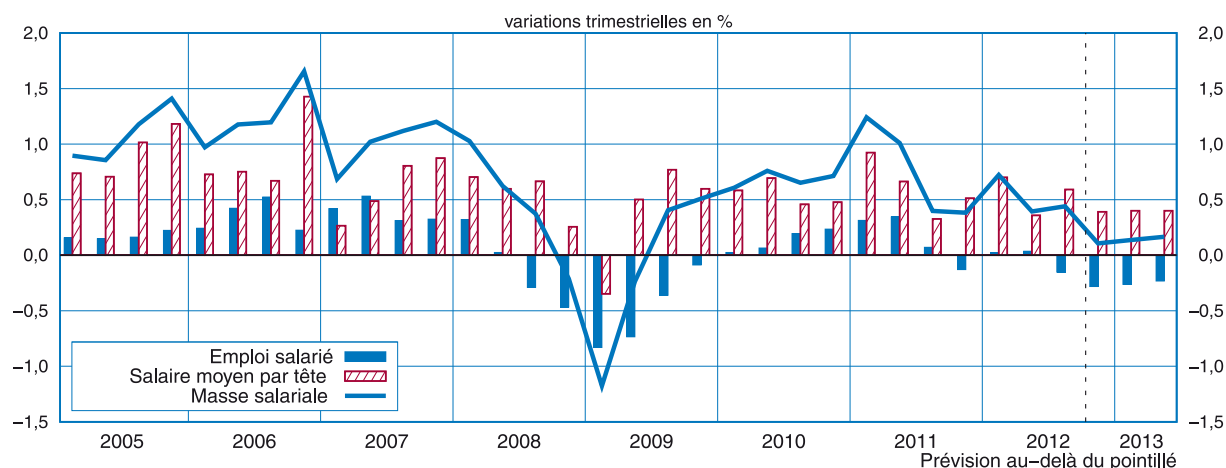
revalorisations du Smic fin 2011 puis en juillet 2012, le salaire moyen versé par tête a été moins dynamique qu'en 2011 (+2,1 % après +2,5 %).

De plus, la croissance des revenus de la propriété et celle de l'excédent brut d'exploitation des ménages purs<sup>1</sup> ont été moins fortes en 2012 qu'en 2011. En revanche, les revenus des entrepreneurs individuels ont légèrement accéléré en 2012 (+2,9 % après +2,4 %).

Début 2013, les revenus d'activité continueraient de décélérer (+0,4 % au premier semestre après +0,9 % au second semestre 2012). La masse salariale croîtrait en effet moins rapidement qu'au semestre précédent (+0,4 % après +0,8 %) tandis que l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels ralentirait (+0,8 % après +1,2 %). Les revenus de la propriété freineraient au premier semestre 2013 (+0,4 % après +0,6 %) tandis que l'excédent brut d'exploitation des ménages purs accélérerait légèrement.

(1) Il correspond à la production de services de logement, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (loyers « imputés »).

## 1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

## Les prestations sociales resteraient dynamiques

En 2012, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages ont été légèrement plus dynamiques qu'en 2011 (+3,6 % après +3,2 %, cf. tableau 3). Les prestations de Sécurité sociale ont légèrement accéléré (+3,7 % après +3,3 %). Elles ont été soutenues d'une part par la forte revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) à l'été (+25 %), et, d'autre part, par la nette accélération des allocations chômage, du fait de la hausse du nombre de chômeurs. En revanche, les allocations vieillesse ont été freinées par les effets progressifs de la réforme des retraites de 2010 accélérée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012. Par ailleurs, les prestations d'assistance sociale ont nettement accéléré (+4,6 % après +0,4 %). Elles ont été soutenues d'une part par les revalorisations de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) en avril et septembre (plan quinquennal de revalorisation de l'AAH de 2007 à 2012). D'autre part, le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) a augmenté.

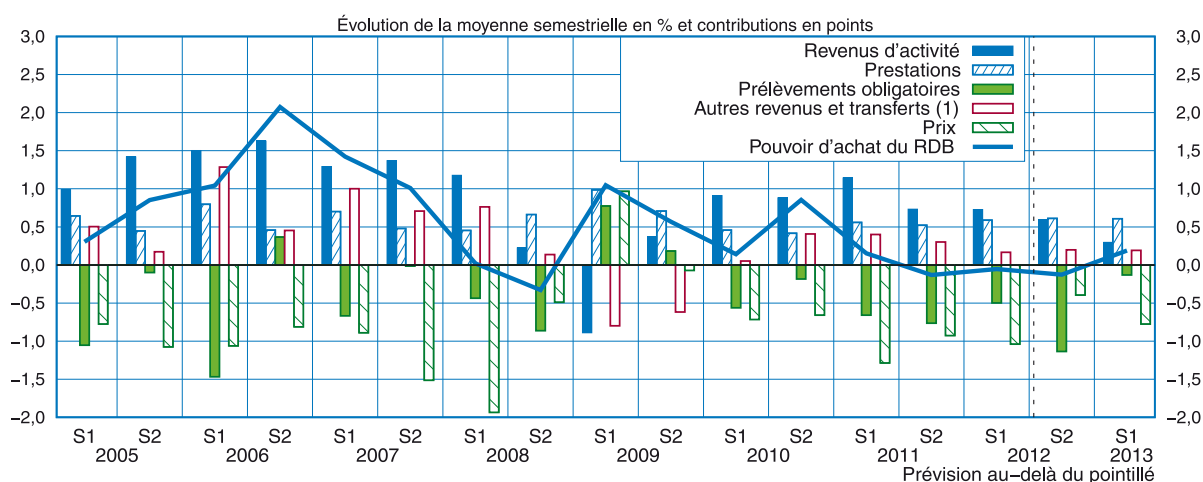
Au premier semestre 2013, les prestations sociales en espèces ralentiraient légèrement (+1,8 % après +1,9 %). Les prestations de sécurité sociale resteraient dynamiques : les allocations chômage continueraient de progresser vivement en lien avec la dégradation de la situation du marché du travail. Les prestations d'assistance sociale décéléreraient sensiblement début 2013 (+1,2 % après +2,7 % au second semestre 2012) en raison du terme du plan quinquennal de revalorisation de l'AAH.

## Très dynamiques en 2012, les prélèvements obligatoires seraient quasi stables début 2013

En 2012, la croissance des prélèvements obligatoires versés par les ménages a été plus soutenue qu'en 2011 (+6,2 % après +5,0 %), en raison de l'accélération des impôts sur le revenu et le patrimoine (+9,3 % après +6,6 %). En particulier, les recettes de l'impôt sur le revenu ont crû fortement au second semestre avec la mise en œuvre des mesures votées pour 2012 : désindexation du barème de l'impôt sur le revenu, réduction de certaines niches fiscales et instauration d'une contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Le renforcement de la taxation sur les plus-values immobilières et l'alourdissement de la fiscalité du capital ont également contribué à cette accélération. Enfin, les autres impôts courants ont été soutenus en toute fin d'année par la contribution exceptionnelle sur la fortune votée au printemps. Malgré la suppression des exonérations relatives aux heures supplémentaires, la progression des cotisations salariales a fléchi en 2012 (+2,4 % après +3,3 %) du fait du ralentissement des revenus d'activité.

Au premier semestre 2013, les prélèvements obligatoires seraient quasiment stables (+0,5 % après +4,7 % au second semestre 2012). En effet, les impôts sur le revenu et le patrimoine versés par les ménages reculeraient de 0,3 % après un second semestre 2012 dynamique (+7,1 %). Comme en 2012, les mesures prévues par la Loi de Finances (non-indexation du barème de l'impôt sur le revenu, création de la tranche à 45 %, baisse du plafond du quotient familial) interviendront principalement au second semestre 2013. En

## 2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



## Conjoncture française

revanche, au premier semestre 2013, les cotisations des non-salariés augmenteraient nettement (+5,1 % après +1,0 % au second semestre 2012) en raison notamment du déplafonnement des cotisations maladie et de la suppression de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels prévus par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

### Le pouvoir d'achat aurait légèrement reculé en 2012

Au total en 2012, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages a décéléré sensiblement : il aurait progressé de +1,5 %, après +2,6 % en 2011. Malgré la décélération des prix à la consommation (+1,7 % après +2,1 %), le pouvoir

d'achat des ménages aurait ainsi reculé de 0,2 % en 2012, la plus faible évolution depuis le recul de 1984. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient notamment compte des évolutions démographiques, aurait reculé de 0,8 % en 2012, alors qu'il était quasiment stable en 2011 (-0,1 %, cf. encadré).

Au premier semestre 2013, le RDB des ménages rebondirait (+1,0 % après +0,3 %) en raison de la stabilisation des impôts. Le pouvoir d'achat augmenterait ainsi à nouveau (+0,2 % après -0,1 % chacun des trois semestres précédents) malgré l'accélération des prix de la consommation (+0,8 % après +0,4 % au second semestre 2012). Mi-2013, il se situerait 0,2 point en dessous de son niveau de mi-2012. ■

Tableau 1

### Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2011		2012		2013	2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	1,4	0,8	1,0	0,3	1,0	2,0	2,6	1,5
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,7	1,1	1,1	0,9	0,4	2,3	2,9	2,0
Masse salariale brute (60 %)	1,8	1,0	1,0	0,8	0,4	2,3	2,9	1,9
EBE des entrepreneurs individuels <sup>1</sup> (9 %)	0,8	1,5	1,5	1,2	0,8	1,8	2,4	2,9
Prestations sociales en espèces (32 %)	1,7	1,6	1,8	1,9	1,8	3,2	3,2	3,6
EBE des ménages purs (12 %)	2,1	1,5	1,2	1,1	1,2	-0,4	3,4	2,5
Revenus de la propriété (10 %)	1,9	1,2	0,2	0,6	0,4	-0,9	3,7	1,1
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,9	3,3	2,1	4,7	0,5	2,5	5,0	6,2
Cotisations des salariés (-8 %)	2,2	1,1	1,0	1,7	0,8	1,9	3,3	2,4
Cotisations des non-salariés (-2 %)	0,6	1,3	0,4	1,0	5,1	3,1	1,7	1,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14 %)	3,7	5,0	3,0	7,1	-0,3	2,8	6,6	9,3
<b>Revenus hors impôts</b>	1,7	1,3	1,2	1,1	0,8	2,0	3,1	2,4
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	1,3	0,9	1,0	0,4	0,8	1,1	2,1	1,7
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,2	0,9	0,5	-0,2
<b>Pouvoir d'achat par unité de consommation</b>	-0,2	-0,4	-0,3	-0,5	-0,2	0,2	-0,1	-0,8

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les

**Tableau 2**  
**De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages**

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2011		2012		2013	2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	2,3	1,3	1,0	0,7	0,3	2,3	3,7	2,0
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	2,8	2,8	2,2
Entreprises financières (5 %)	0,8	-0,6	2,9	0,6	0,3	2,2	0,4	2,8
Administrations publiques (22 %)	0,7	0,5	0,5	0,7	0,6	2,1	1,2	1,1
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	0,9	1,2	0,5	2,2	-0,1	3,0	1,8	2,2
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>1,9</b>
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	2,1	1,1	1,1	0,7	0,3	2,2	3,4	2,0

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011

Source : Insee

**Tableau 3**  
**Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages**

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2011		2012		2013	2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>
Prestations de Sécurité Sociale (72 %)	1,7	1,7	1,8	1,9	2,0	3,6	3,3	3,7
Prestations de régimes privés (7 %)	1,5	0,7	1,1	1,2	1,4	2,9	2,5	2,0
Prestations directes d'employeur (13 %)	2,9	2,1	1,5	1,6	1,6	2,9	5,0	3,4
Prestations d'assistance sociale (8 %)	0,3	0,7	2,9	2,7	1,2	0,6	0,4	4,6
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>4,1</b>	<b>2,3</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	2,5	1,7	0,7	1,2	1,0	2,0	4,0	2,2
<i>dont : Cotisations des employeurs<sup>1</sup> (63 %)</i>	2,9	2,1	0,6	1,0	0,6	2,0	4,7	2,1
<i>Cotisations des salariés (29 %)</i>	2,2	1,1	1,0	1,7	0,8	1,9	3,3	2,4
<i>Cotisations des non-salariés (8 %)</i>	0,6	1,3	0,4	1,0	5,1	3,1	1,7	1,6

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

## Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2012, la croissance du nombre d'unités de consommation est estimée à +0,6 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2012, le pouvoir d'achat par unité de consommation aurait reculé de 0,8 % (après -0,1 % en 2011) ; par habitant, la baisse serait de 0,7 % et par ménage elle serait de 1,2 %.

# Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2012, la consommation des ménages a de nouveau progressé (+0,2 % après +0,3 %). Les dépenses de services et les achats de biens manufacturés, en particulier d'automobiles, ont en effet continué à augmenter. Sur l'ensemble de l'année 2012, les dépenses des ménages ont été stables (après +0,2 % en 2011). Les dépenses de services ont résisté mais les dépenses en produits manufacturés, tout particulièrement les achats d'automobiles, ont diminué (-0,7 % après +0,9 % en 2011).

La consommation des ménages serait quasi stable au premier semestre 2013 (0,0 % puis +0,1 % aux deux premiers trimestres). Au premier trimestre 2013, les achats d'automobiles reculeraient sensiblement. En revanche, les dépenses en énergie accéléreraient en raison des conditions climatiques de début 2013, avant de se contracter au deuxième trimestre. Mi-2013, l'acquis de croissance de la consommation en 2013 s'établirait à +0,3 %.

Le pouvoir d'achat des ménages connaît de forts à-coups trimestriels du fait notamment du calendrier d'entrée en vigueur des hausses d'impôts. Le profil trimestriel de la consommation serait plus lisse en revanche, et le taux d'épargne aurait donc un profil heurté : après avoir chuté à 15,5 % au quatrième trimestre 2012, il rebondirait au premier semestre 2013 pour atteindre 15,8 % mi-2013. L'investissement des ménages a reculé au

quatrième trimestre 2012 (-0,8 % après -0,1 %), clôturant une année 2012 en nette décélération (+0,6 % après +3,2 %). Cette baisse s'amplifierait au premier semestre 2013.

**Au quatrième trimestre 2012, les dépenses de consommation ont résisté, clôturant une année en stagnation**

Au quatrième trimestre 2012, la consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,3 %, cf. *tableau*). Dans le même temps leur pouvoir d'achat a reculé, en raison des hausses de prélèvements et du ralentissement des revenus d'activité. Le taux d'épargne se serait donc nettement replié, à 15,5 % après 16,2 % au troisième trimestre 2012.

La consommation de produits manufacturés a légèrement augmenté au quatrième trimestre (+0,1 % après +0,6 %, cf. *graphique 1*). Les achats d'automobiles ont accéléré (+1,0 % après +0,5 %), notamment en décembre 2012, les ménages ayant anticipé le renforcement du malus sur les voitures les plus polluantes au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les achats de biens d'équipement ont également accéléré (+3,4 % après +0,3 %). Ces deux facteurs ont plus que compensé la baisse des dépenses en produits agroalimentaires (-1,1 % après +0,7 % au troisième trimestre 2012). La consommation de services a également légèrement augmenté au quatrième trimestre 2012, au même rythme qu'à l'été (+0,2 %),

## Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %										Évolutions annuelles en %		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Dépenses totales de consommation des ménages</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
dont :													
Agriculture	0,8	0,2	-0,9	0,3	0,1	-1,7	-0,1	-0,5	0,3	0,0	0,6	-1,5	-0,6
Énergie, eau, déchets	-8,2	-4,4	3,8	-3,1	7,0	3,2	-3,3	0,2	2,5	-1,7	-9,0	6,0	0,4
Produits manufacturés	0,4	-1,6	0,3	0,4	-0,6	-0,6	0,6	0,1	-0,7	0,2	0,9	-0,7	-0,4
Services	0,4	0,2	0,3	-0,1	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8	0,4	0,6
Biens	-0,4	-1,7	0,5	0,1	0,0	-0,3	0,2	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,2	-0,3
<b>Consommation effective totale</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>Investissement des ménages</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>0,6</b>	<b>-3,3</b>

Prévision  
Source : Insee

portée par la consommation de services de transports qui a continué de croître fortement (+1,1 % après +1,2 %).

Sur l'ensemble de l'année 2012, la consommation de biens et services n'a donc pas progressé, pour la première fois depuis 1993. Les dépenses en produits manufacturés ont baissé (-0,7 % après +0,9 % en 2011), principalement du fait de la forte baisse des achats d'automobiles (-4,5 % en 2012, après +0,6 %), concentrée sur le premier trimestre 2012. Malgré le rebond de la consommation d'électricité et de gaz (+6,0 % après -9,0 %), la consommation de biens a reculé sur l'année 2012, de 0,2 %, après avoir stagné en 2011. De son côté, la consommation de services a ralenti (+0,4 % après +0,8 %) ; les dépenses en hébergement-restauration ont notamment reculé.

### Au premier semestre 2013, la consommation resterait stable

Les dépenses de consommation totale des ménages augmenteraient légèrement à l'horizon de la prévision (0,0 % au premier trimestre 2013 puis +0,1% au deuxième).

D'après les données d'immatriculations de véhicules neufs disponibles jusqu'en février 2013 (cf. graphique 2) les achats d'automobiles baisseraient fortement sur l'ensemble du premier trimestre 2013 à la suite de l'augmentation du malus sur les voitures les plus polluantes. Par ailleurs, les dépenses d'habillement seraient quasi stables au premier semestre 2013. Les achats de produits manufacturés reculeraient donc au premier trimestre (-0,7 %) avant de progresser faiblement au deuxième trimestre 2013 (+0,2 %).

En revanche, après un mois de décembre 2012 relativement doux, la vague de froid du début d'année provoquerait une nette accélération des dépenses d'électricité et de gaz au premier trimestre 2013 (+2,5 % après +0,2 %). Celles-ci

se contracteraient ensuite par contrecoup au deuxième trimestre (-1,7 %). Au total, la consommation de biens diminuerait au premier trimestre 2013 (-0,4 %) puis se stabiliserait au deuxième (0,0 %).

La consommation de services continuerait de croître légèrement au premier semestre 2013, sur le même rythme que fin 2012 (+0,2 % par trimestre) : la hausse de la consommation de services de transport compenserait la morosité de la consommation de services d'hébergement-restauration.

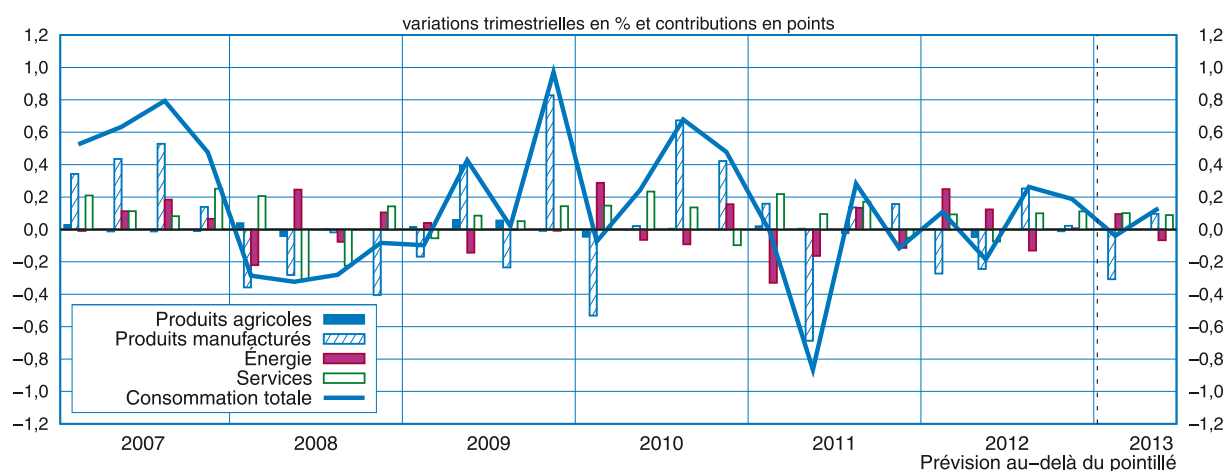
### Le taux d'épargne des ménages rebondirait au premier semestre 2013

Au premier semestre 2013, les ménages profiteraient de la hausse de leur pouvoir d'achat pour redresser leur taux d'épargne après l'avoir réduit fin 2012. Le taux d'épargne atteindrait 15,8 % au deuxième trimestre 2013 après 15,5 % au quatrième trimestre 2012 (cf. graphique 3). Il se situerait ainsi à un niveau 0,6 point plus faible qu'un an auparavant mais supérieur à sa moyenne sur la période 2000-2007.

### L'investissement des ménages reculerait fortement

L'investissement des ménages a diminué au quatrième trimestre 2012 (-0,8 %). Après avoir connu un pic fin 2011, les mises en chantier de logements neufs ont fortement reculé en 2012 (cf. graphique 4). Elles se redressent légèrement depuis la fin de l'année, mais étant donné les délais de production dans la construction, l'investissement des ménages reculerait encore fortement à l'horizon de la prévision. Mi-2013, l'acquis de croissance de l'investissement des ménages pour l'année s'établirait à -3,3 %. ■

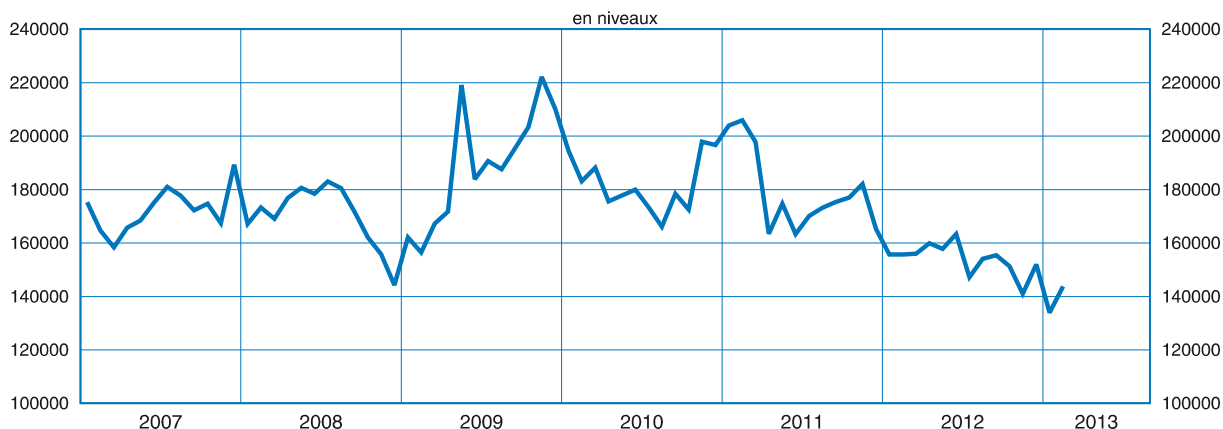
### 1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



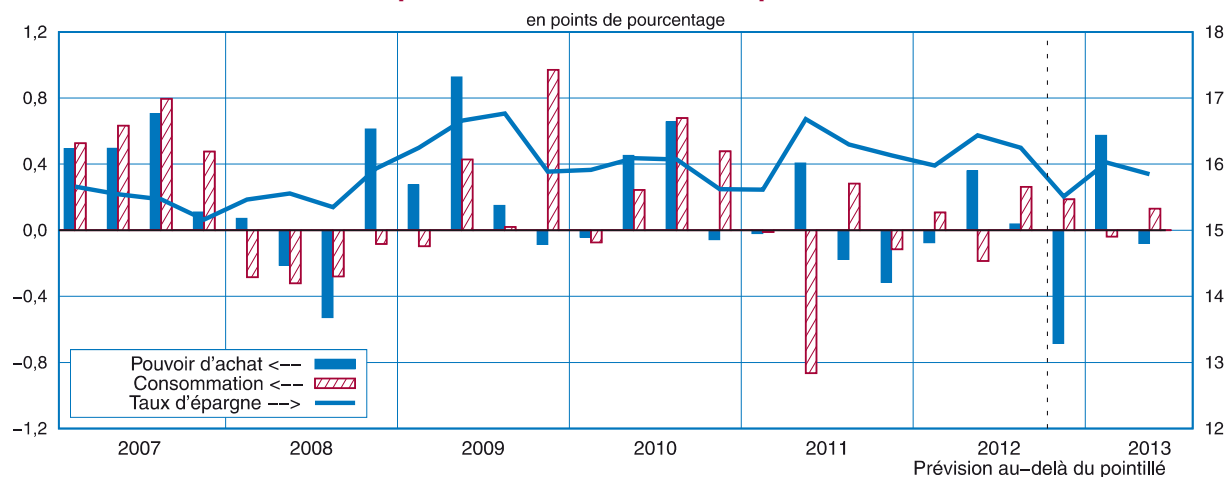
Source : Insee



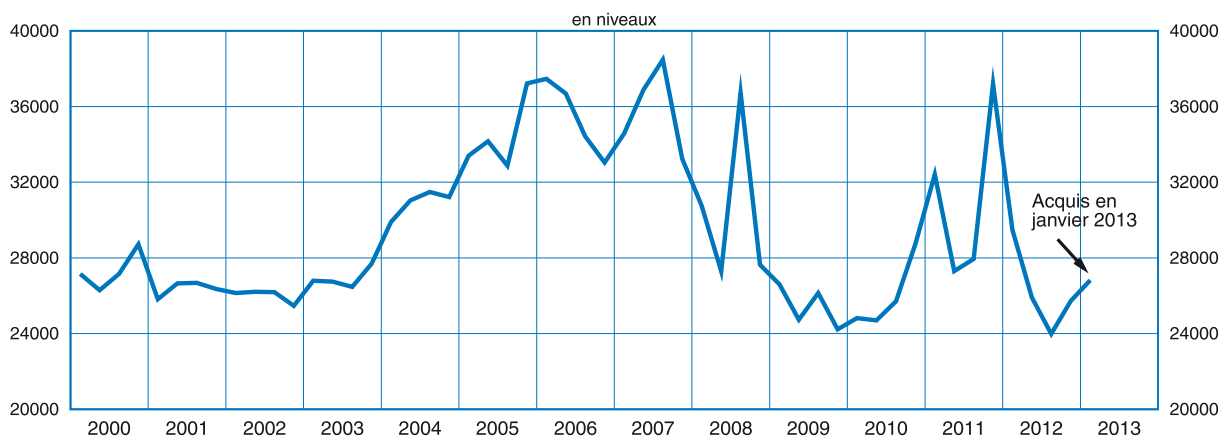
## 2 - Immatriculations mensuelles (CVS-CJO) de voitures particulières neuves



## 3 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



## 4 - Mises en chantier de l'ensemble des logements par trimestre



# Résultats des entreprises

En 2012, le taux de marge des sociétés non financières s'est replié de nouveau : mesuré au coût des facteurs, il aurait atteint 29,1 % sur l'année après 29,6 % en 2011. D'une part, les gains de productivité ont été nuls en 2012, alors que les salaires par tête ont progressé. D'autre part, la hausse du prix du pétrole a été absorbée en partie par les entreprises, et leur taux de marge a ainsi pâti d'une légère dégradation des termes de l'échange.

Au premier semestre 2013, les gains de productivité se redresseraient tandis que les salaires réels ne croîtraient pas : le taux de marge se relèverait ainsi légèrement.

## Depuis début 2012, le taux de marge s'est stabilisé à un niveau bas

Le taux de marge des sociétés non financières a baissé continûment entre mi-2010 et le premier trimestre 2012 : mesuré au coût des facteurs, il a atteint 28,9 % au premier trimestre 2012 contre 31,1 % au troisième trimestre 2010 (cf. graphique 1). Cette dégradation de plus de deux points a été provoquée par une augmentation des prix des importations, notamment pour les produits énergétiques (contribution de -1,6 point) et par une hausse des salaires réels plus rapide que les gains de productivité (contribution de -0,5 point).

En revanche, le taux de marge s'est stabilisé depuis début 2012 : il aurait atteint 29,0 % au quatrième trimestre 2012, un niveau légèrement supérieur à

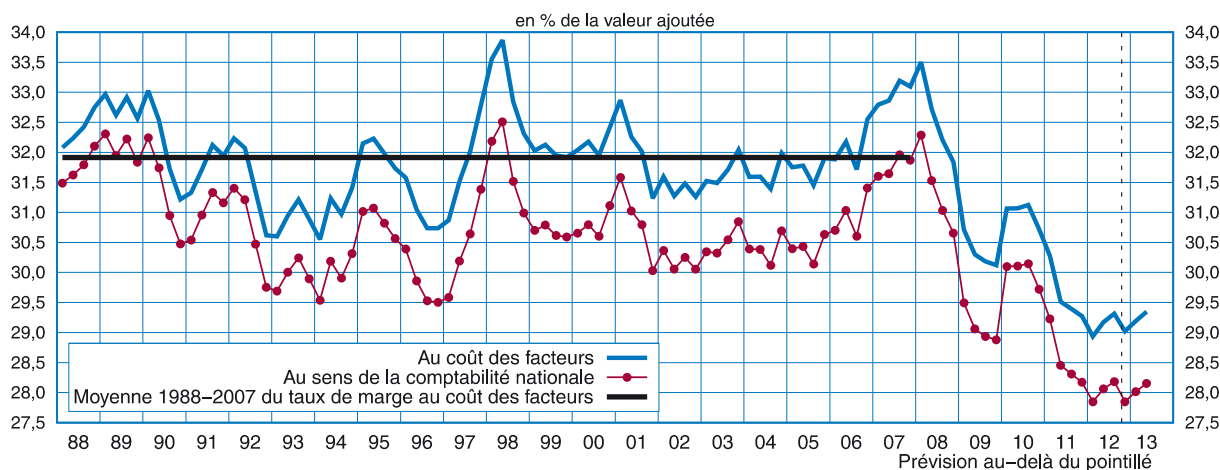
celui du début d'année. Le repli du taux de marge en moyenne en 2012 par rapport à 2011 reflète donc surtout la forte baisse au cours de l'année 2011.

La stabilisation du taux de marge depuis début 2012 résulte, en premier lieu, du ralentissement du prix des importations, notamment celui des produits énergétiques : les termes de l'échange se sont nettement améliorés à partir du deuxième trimestre 2012 (cf. graphique 2). En revanche, les salaires réels sont restés tendanciellement plus dynamiques que les gains de productivité.

## Le taux de marge se redresserait au premier semestre 2013

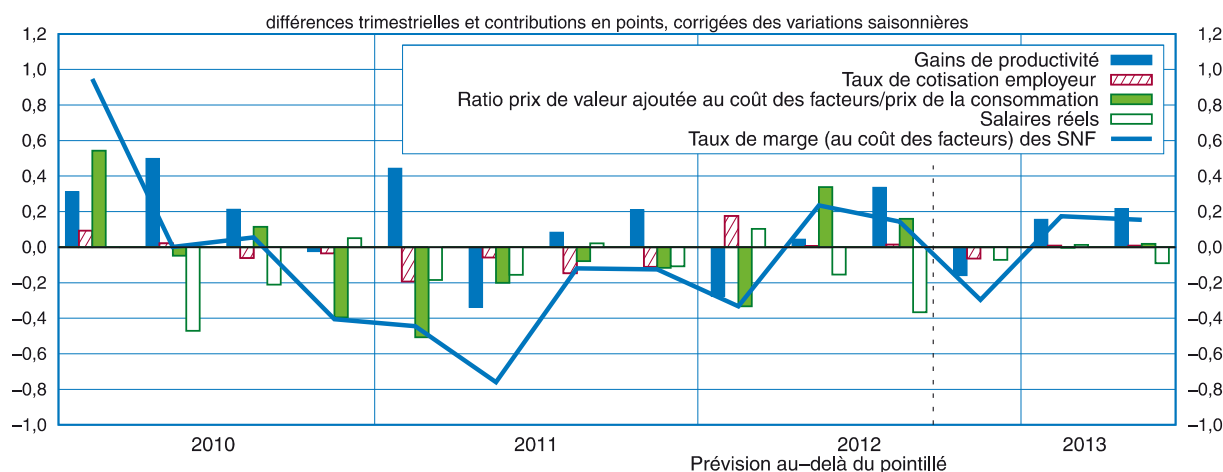
Au premier semestre 2013, le redressement du taux de marge se confirmerait : il s'établirait ainsi à 29,3 % au deuxième trimestre 2013 après 29,0 % fin 2012, soit 2,6 points en dessous de sa moyenne sur la période 1988-2007. Le principal facteur de ce redressement serait le retour à des gains de productivité (contribution de +0,4 point), progressant plus vite que les salaires réels par tête (contribution de -0,1 point). En effet, malgré le léger rebond de l'activité, les pertes d'emploi se poursuivraient. Parallèlement, la dégradation du marché du travail freinerait la progression des salaires. En revanche, avec la stabilisation du prix du pétrole, les termes de l'échange ne contribueraient plus au redressement du taux de marge (cf. tableau). ■

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

## 2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



### Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2011				2012				2013		2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Taux de marge (en niveau)<sup>1</sup></b>	29,2	28,5	28,3	28,2	27,8	28,1	28,2	27,8	28,0	28,2	28,5	28,0	28,1
<b>Variation du taux de marge</b>	-0,5	-0,8	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,1	-0,3	0,1	0,1	-1,5	-0,6	0,1
<b>Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)<sup>2</sup></b>	30,3	29,5	29,4	29,3	28,9	29,2	29,3	29,0	29,2	29,3	29,6	29,1	29,3
<b>Variation du taux de marge au coût des facteurs</b>	-0,4	-0,8	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,1	-0,3	0,2	0,2	-1,4	-0,5	0,2
<b>Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs</b>													
des gains de productivité	0,4	-0,3	0,1	0,2	-0,3	0,0	0,3	-0,2	0,2	0,2	0,5	0,0	0,4
du salaire par tête réel	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	0,1	-0,2	-0,4	-0,1	0,0	-0,1	-0,5	-0,3	-0,3
du taux de cotisation employeur	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	-0,4	-0,2	0,0	-0,1	-0,3	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	-0,8	-0,1	0,2
d'autres facteurs	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,1

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :  
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;  
 - les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.  
 - d'autres facteurs : il s'agit d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

# Investissement des entreprises et stocks

Au quatrième trimestre 2012, l'investissement des entreprises a baissé de 1,2 % (après -0,8 % au troisième trimestre). Les dépenses en services se sont redressées mais le repli des investissements en produits manufacturés et en construction s'est accentué. Sur l'ensemble de l'année 2012, l'investissement des entreprises a légèrement reculé (-0,7 % après +5,1 % en 2011). Les dépenses d'investissement en produits manufacturés se sont nettement contractées (-3,6 % après +7,6 % en 2011) alors que les dépenses en services et en construction ont progressé (respectivement +1,3 % et +1,6 %).

Au premier semestre 2013, le recul de l'investissement des entreprises se poursuivrait (-0,5 % et -0,5 % aux premier et deuxième trimestres). En effet, l'appareil productif est peu sollicité et les perspectives d'activité sont peu dynamiques dans tous les secteurs.

Au quatrième trimestre 2012, la contribution de la variation de stocks à la croissance du PIB a été négative (-0,4 point) en raison du déstockage accru dans l'industrie manufacturière, compensé partiellement par le stockage de produits énergétiques. Sur l'ensemble de l'année 2012, la variation des stocks a fortement pesé sur la croissance (-1,1 point après +0,8 en 2011). Au premier semestre 2013, la contribution à la croissance de la variation des stocks serait quasi nulle.

## En 2012, net repli de l'investissement en produits manufacturés et ralentissement des dépenses en services

Au quatrième trimestre 2012, l'investissement des entreprises a continué de se dégrader (-1,2 % après -0,8 % au troisième trimestre, cf. tableau 1). L'investissement dans les services s'est redressé (+0,2 % après -0,9 % au troisième trimestre) mais les dépenses d'investissement en produits manufacturés et en construction ont reculé de façon plus marquée qu'au trimestre précédent (respectivement -2,6 % après -1,2 % au troisième trimestre et -0,7 % après -0,1 %).

Au total, sur l'ensemble de l'année 2012, l'investissement des entreprises non financières (ENF) a fléchi (-0,7 % après +5,1 % en 2011). Il a été freiné par la nette dégradation des dépenses en biens manufacturés (-3,6 % après +7,6 % en 2011), en particulier de celles en matériels de transports (-9,4 %). En revanche, l'investissement dans la construction a résisté (+1,3 % après +1,6 % en 2011) tandis que les dépenses en services ont ralenti (+1,6 % après +5,4 % en 2011).

Au premier semestre 2013, l'investissement des entreprises se contracterait de nouveau. Les entreprises de services, interrogées en janvier 2013, demeurent pessimistes en ce qui concerne leurs anticipations d'activité et de demande et elles sont plus nombreuses à anticiper une contraction de leurs investissements futurs. Les industriels,

Tableau 1

## Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (43 %)	3,2	-0,8	-1,4	3,3	-3,9	-0,1	-1,2	-2,6	-1,2	-1,2	7,6	-3,6	-4,7
Construction (26 %)	1,2	0,8	0,9	1,0	-0,3	0,6	-0,1	-0,7	-0,4	-0,2	1,6	1,3	-0,9
Autres (31 %)	2,0	-0,8	0,1	1,3	0,7	0,7	-0,9	0,2	0,5	0,0	5,4	1,6	0,3
<b>Ensemble des ENF (100 %)</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>5,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,1</b>

Prévision  
Source : Insee

interrogés en janvier 2013, prévoient une baisse de leur investissement au premier semestre 2013 et envisagent une stabilité de leur investissement sur l'ensemble de l'année 2013. En outre, dans l'industrie manufacturière, les entreprises font part d'une baisse de leur taux d'utilisation des capacités productives en janvier 2013 (cf. graphique 1). Il s'établit à 78,6 %, très en dessous de sa moyenne de longue période. Enfin, si les taux d'intérêts restent faibles, les conditions d'octroi de crédit se sont en revanche légèrement resserrées au quatrième trimestre 2012 (cf. graphique 2). La baisse de l'investissement des entreprises se poursuivrait donc au premier semestre 2013 (-0,5 % au premier et deuxième trimestres 2013).

### Des perspectives d'activité peu favorables à l'investissement en biens manufacturés

Le recul de l'investissement en produits manufacturés se poursuivrait au premier semestre 2013 (-1,2 % par trimestre). L'activité des grossistes en biens d'équipement, qui représentent 40 % des investissements en biens manufacturés, reste peu favorable : d'une part les ventes passées ont fortement baissé en janvier 2013 et les carnets de commandes sont peu garnis. Les achats d'automobiles continueraient également de reculer. Les dépenses des entreprises en véhicules légers et en véhicules lourds resteraient faibles d'après les données d'immatriculations disponibles jusqu'en février 2013.

### Dans la construction, l'investissement continuerait de se replier début 2013

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en février 2013 anticipent une nouvelle contraction de leur activité pour les prochains

mois. Ils estiment que leur activité reste dégradée sur la période récente et demeurent pessimistes concernant leur activité dans les prochains mois. De fait, compte tenu des effets retardés du recul des mises en chantier intervenue depuis le début de l'année 2012, l'investissement dans le bâtiment baisserait. En revanche, les carnets de commande des entrepreneurs en travaux publics, qui représentent 20 % des investissements en construction, se regarnissent légèrement. L'activité dans les travaux publics se redresserait donc début 2013. Au total, les dépenses des entreprises dans la construction reculeraient au premier semestre 2013 (-0,4 % et -0,2 % aux premier et deuxième trimestres).

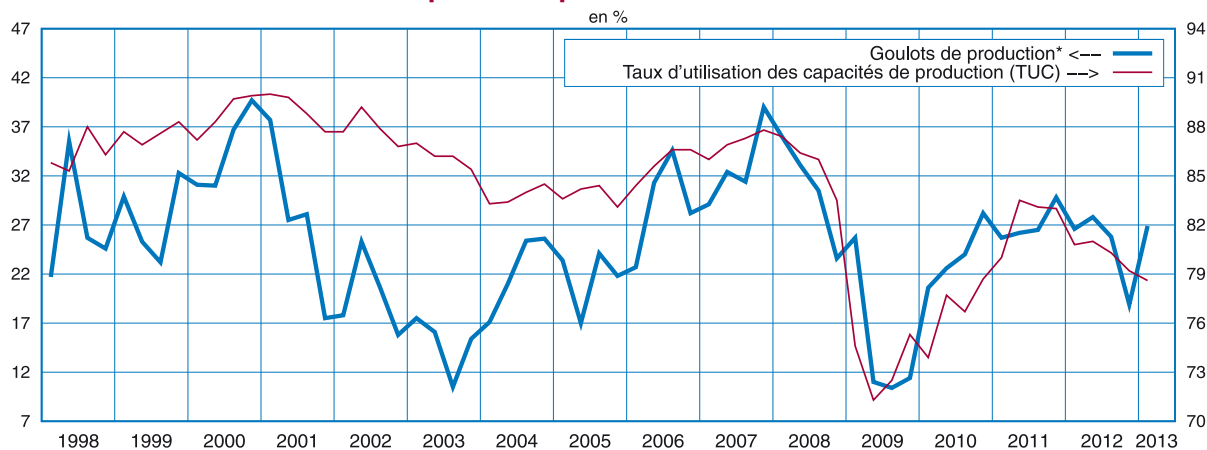
### Les investissements en services se redresseraient au premier trimestre 2013

Les autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, progresseraient encore légèrement au premier trimestre 2013 et se stabiliseraient au second trimestre 2013. Interrogés en février, les chefs d'entreprise de ces secteurs mentionnent un ralentissement de leur activité et des perspectives globalement mal orientées.

### La baisse du taux d'investissement se poursuivrait en 2013

Le taux d'investissement des ENF s'est établi à 18,4 % fin 2012 (cf. graphique 3), un niveau désormais significativement plus faible que le pic atteint fin 2011 (18,9 %). Le cycle de l'investissement serait, comme habituellement, plus marqué que celui de l'activité et le taux de l'investissement continuerait de reculer à l'horizon de la prévision, pour revenir à 18,1 % au deuxième trimestre 2013. Cette prévision est entourée de

## 1 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



\*Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

divers aléas. En particulier, l'investissement pourrait être plus dynamique si les entreprises anticipent dans leur plan de charge les effets du CICE. À l'inverse, les réductions de niches fiscales sur l'impôt sur les sociétés constituent un aléa baissier, mais un impact à court-terme est moins probable, car celles-ci ciblent avant tout les entreprises disposant des plus grandes capacités contributives.

### Les variations de stocks ont pesé négativement sur la croissance au quatrième trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, la variation des stocks a contribué négativement à la croissance du PIB (-0,4 point, après -0,3 point au trimestre précédent, cf. tableau 2). Le déstockage accru de produits manufacturés (-0,5 point) et le moindre stockage de produits agricoles (-0,1 point) n'ont été que partiellement compensés par l'accélération du stockage de produits énergétiques (+0,3 point).

La contribution négative des stocks de produits manufacturés provient de l'accélération du

déstockage de biens d'équipement, de matériels de transport et des autres biens industriels ainsi que du ralentissement du stockage de biens de cokéfaction et raffinage. En revanche, le déstockage de biens agroalimentaires a cessé.

### À l'horizon de la prévision, le rythme de déstockage se stabiliserait

Au premier trimestre 2013, la contribution des stocks à la croissance serait légèrement positive (+0,1 %). En effet, le déstockage de produits manufacturés se réduirait légèrement. Selon l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie de février 2013, les industriels jugent leurs stocks légèrement inférieurs à la normale. Cependant, selon l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de janvier 2013, ils anticipent une demande faible et ne sont donc pas incités à les augmenter. Au deuxième trimestre 2013, la contribution des stocks à la croissance serait nulle. ■

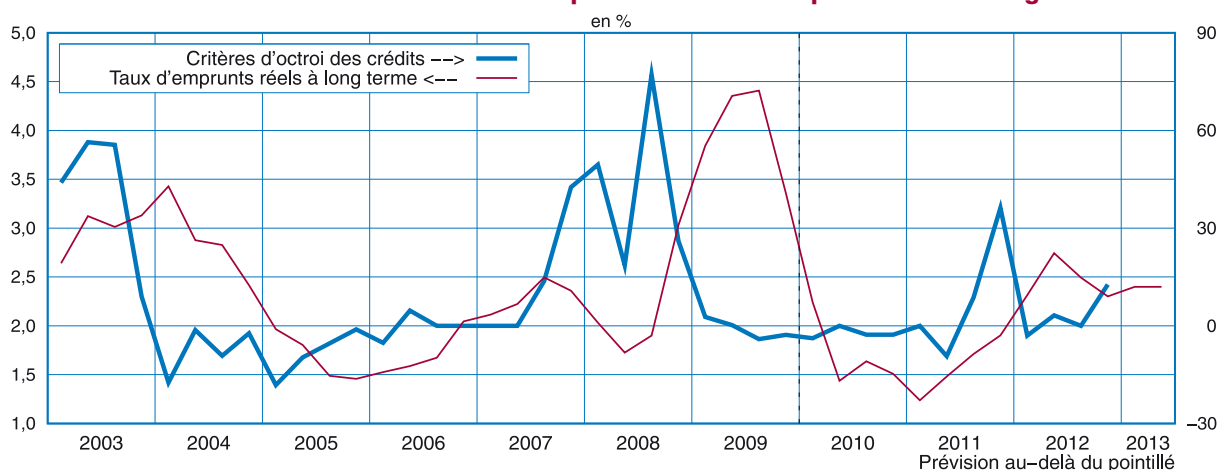
Tableau 2

### Contribution des variations de stocks à la croissance

en point de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Produits agricoles</b>	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Produits manufacturés</b>	1,1	0,0	-0,3	-0,9	-0,2	0,3	-0,4	-0,5	0,1	-0,1	0,7	-1,2	-0,5
dont :													
Produits agroalimentaires	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,2					
Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1	-0,3					
Biens d'équipement	0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,1					
Matériel de transport	0,5	0,0	-0,2	-0,4	0,1	0,1	-0,5	-0,1					
Autres branches industrielles	0,3	-0,2	-0,1	-0,4	0,0	0,1	0,1	-0,3					
<b>Énergie, eau, déchets</b>	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
<b>Autres (construction, services)</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL<sup>1</sup></b>	1,2	-0,1	-0,3	-0,9	-0,1	0,2	-0,3	-0,4	0,1	0,0	0,8	-1,1	-0,3

## 2 - Critère d'octroi des crédits aux entreprises<sup>1</sup> et taux d'emprunts réels à long terme<sup>2</sup>

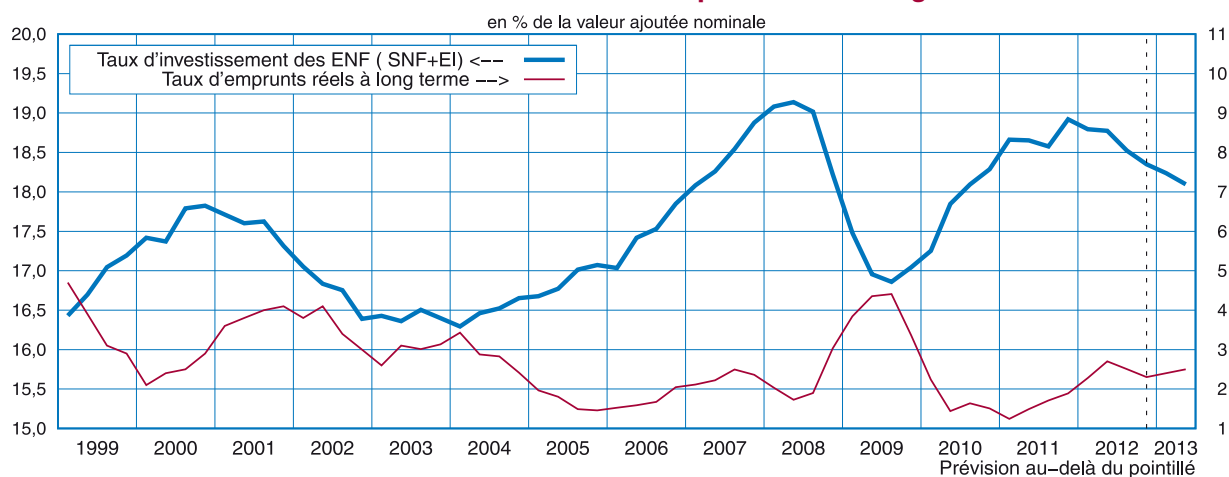


(1) Les critères d'octroi des crédits : solde net des réponses pondérées = durcissement – assouplissement.

(2) Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

## 3 - Taux d'investissement<sup>3</sup> et taux d'emprunts réels à long terme<sup>2</sup>



(3) Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI)

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

# Production

Après avoir rebondi au trimestre précédent, la production de biens et services a diminué au quatrième trimestre 2012 (-0,5 % après +0,3 %). En particulier, l'activité dans l'industrie manufacturière s'est nettement repliée (-2,3 % au quatrième trimestre 2012 après +0,9 %). Dans le même temps, la production de services marchands a stagné (0,0 % après +0,3 % au troisième trimestre) et l'activité dans la construction a reculé (-0,8 % après 0,0 %).

Le climat des affaires reste dégradé en France en février 2013. Les perspectives de production se redressent dans l'industrie mais dans les services, le climat des affaires recule en février. En effet, d'ici mi-2013, la demande devrait rester atone. Dès lors, l'activité serait peu dynamique à l'horizon de la prévision : la production de biens et services baisserait légèrement au premier trimestre 2013 (-0,1 %) puis se stabiliserait au deuxième (0,0 %).

À la fin du premier semestre 2013, l'acquis de croissance de la production serait de -0,3 % après une hausse de +0,1 % en 2012.

## La production se stabiliserait début 2013

Au quatrième trimestre 2012, la production de biens et services a diminué (-0,5 % après +0,3 % au troisième trimestre 2012). En particulier, la production manufacturière s'est repliée nettement (-2,3 % après +0,9 %, cf. graphique 1). L'activité a également reculé fortement dans la construction (-0,8 % après 0,0 %). Dans le même temps, la

production de services marchands a stagné (0,0 % après +0,3 %). En particulier, l'activité de la branche commerce s'est repliée au quatrième trimestre 2012 après le rebond observé au troisième (-0,3 % après +0,4 %) en raison notamment du repli des exportations.

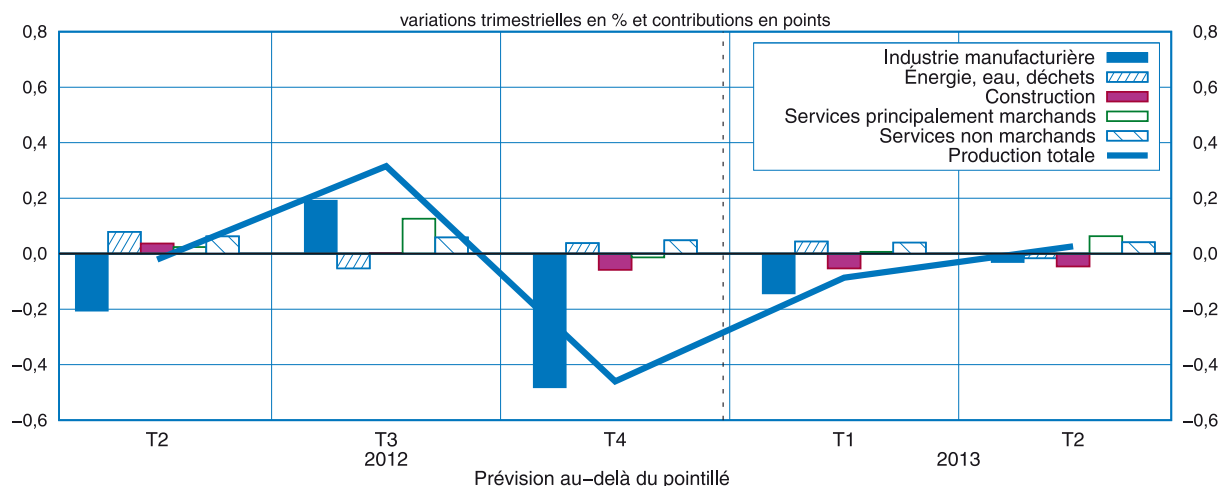
L'indicateur du climat des affaires en France, calculé à partir des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, reste stable en février 2013 et s'établit à 87 points. Il reste nettement en dessous de sa moyenne de long terme (cf. graphique 2), tout comme les indicateurs sectoriels. À l'horizon de la prévision, la production de biens et services serait donc peu dynamique : elle serait quasi stable au premier semestre 2013 (-0,1 % au premier trimestre, puis 0,0 % au deuxième).

L'acquis de croissance de la production pour 2013 s'établirait à -0,3 % à l'issue du premier semestre, après une hausse de +0,1 % en 2012.

## Repli modéré de la production manufacturière au premier semestre 2013

La production manufacturière s'est fortement contractée au quatrième trimestre 2012 : -2,3 %, en partie par contre-coup de la progression au troisième trimestre 2012 (+0,9 %). Il s'agit du plus fort recul de l'activité enregistré depuis le premier trimestre 2009. L'ensemble des grandes branches de l'industrie manufacturière ont contribué au repli de la production, à l'exception de la branche agroalimentaire. Le recul a été particulièrement

### 1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee



fort dans la branche des matériels de transport (-5,8 % après +2,4 %), principalement en raison de difficultés dans la filière automobile et dans la branche de la cokéfaction-raffinage (-8,3 % après +6,0 %), sous l'effet du recul de l'activité dans les raffineries normandes de Gonfreville et de Petit-Couronne. La production s'est aussi repliée dans la branche des biens d'équipement (-2,4 % après +1,6 %) et dans les « autres branches manufacturières » (-1,5 % après +0,0 %).

Les industriels interrogés en février 2013 font état d'une demande intérieure toujours très faible, tout en notant une légère amélioration de la demande étrangère. Côté offre, les chefs d'entreprise restent pessimistes quant à leur activité passée : le solde correspondant se situe à un niveau très bas au regard de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3). De fait, au mois de janvier 2013, l'indice de la production industrielle s'est replié dans le secteur manufacturier (-1,4 % après 1,3 % en décembre). En revanche, les perspectives personnelles de production se sont redressées par rapport à janvier, et tout particulièrement dans les matériels de transport.

La production manufacturière enregistrerait ainsi un repli modéré au premier semestre 2013 (-0,7 % au premier trimestre puis -0,2 % au deuxième). Après un recul de -2,2 % en 2012, l'acquis de croissance de la production manufacturière à l'issue du premier semestre 2013 s'établirait à -2,3 %.

### Dans la construction, l'activité continuerait de se replier

Au quatrième trimestre 2012, la production dans le secteur de la construction a reculé : -0,8 % après 0,0 % au troisième. Ce recul est imputable au repli de l'activité dans le bâtiment tout comme dans les travaux publics.

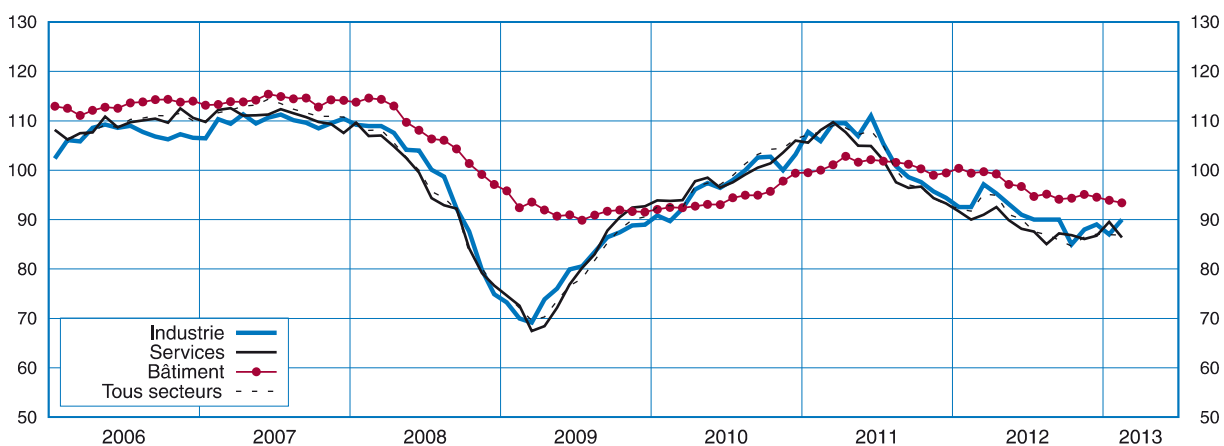
La production dans le secteur de la construction continuerait de se replier au premier semestre 2013 (-0,7 % et -0,6 % aux premier et deuxième trimestres 2013), en particulier dans le bâtiment. En effet, les entrepreneurs du bâtiment font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes toujours jugés inférieurs à la normale (cf. graphique 4), et les mises en chantier de logements neufs restent à des niveaux très bas. Dans les travaux publics, l'activité a été faible en novembre et décembre 2012, mais l'opinion des entrepreneurs du secteur sur les activités prévues se redresse en janvier 2013 (cf. graphique 4). L'activité dans les travaux publics rebondirait donc quelque peu.

En 2012, la production dans le secteur de la construction a progressé de 1,3 % ; l'activité, après avoir ralenti début 2012, s'est contractée à la fin de l'année. À l'issue du deuxième trimestre 2013, l'acquis de croissance pour l'année 2013 serait de -1,6 %.

### L'activité dans les services marchands serait modérée début 2013

Au quatrième trimestre 2012, l'activité des services marchands hors commerce a stagné, après une progression de +0,2 % au troisième trimestre. Soutenue par les dépenses de consommation des ménages, la production a été dynamique dans le secteur de l'hébergement-restauration (+0,6 % après +0,2 % au troisième trimestre). Elle a ralenti dans les activités financières (+0,2 % après +0,7 %) et dans l'immobilier (+0,2 % après +0,3 %). Dans l'information-communication et dans les transports, la production a stagné au quatrième trimestre 2012. Enfin, en lien avec le fort recul de la production manufacturière, la production de services aux entreprises a reculé (-0,2 % après +0,3 %).

2 - Indicateurs synthétiques en France, dans l'industrie, les services et l'industrie



Source : Insee

Au premier semestre 2013, l'activité se redresserait seulement faiblement : +0,1 % par trimestre. Selon les chefs d'entreprise, la conjoncture dans les services reste dégradée : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 86 en février 2013 (cf. graphique 2), bien en deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs restent pessimistes dans leurs anticipations de demande et d'activité (cf. graphique 5).

Mi-2013, l'acquis de croissance de la production dans le secteur des services marchands hors commerce serait de +0,3 % après une progression de +0,7 % en 2012.

### La progression des services principalement non marchands se poursuivrait

Dans les services principalement non marchands, l'activité a progressé de +0,3 % au quatrième trimestre 2012, après +0,4 % au troisième trimestre. L'activité poursuivrait sur ce rythme au premier semestre 2013 (+0,3 % par trimestre).

À l'horizon de la prévision, l'acquis de croissance de la production de services non marchands serait de +1,0 % pour 2013, après une hausse de +1,2 % en 2012.

### L'activité commerciale stagnerait

L'activité commerciale s'est nettement dégradée au quatrième trimestre 2012 (-0,3 % après +0,4 %), en particulier du fait du ralentissement des exportations en produits manufacturés (-1,5 % après +1,3 %) et du repli de l'investissement des entreprises.

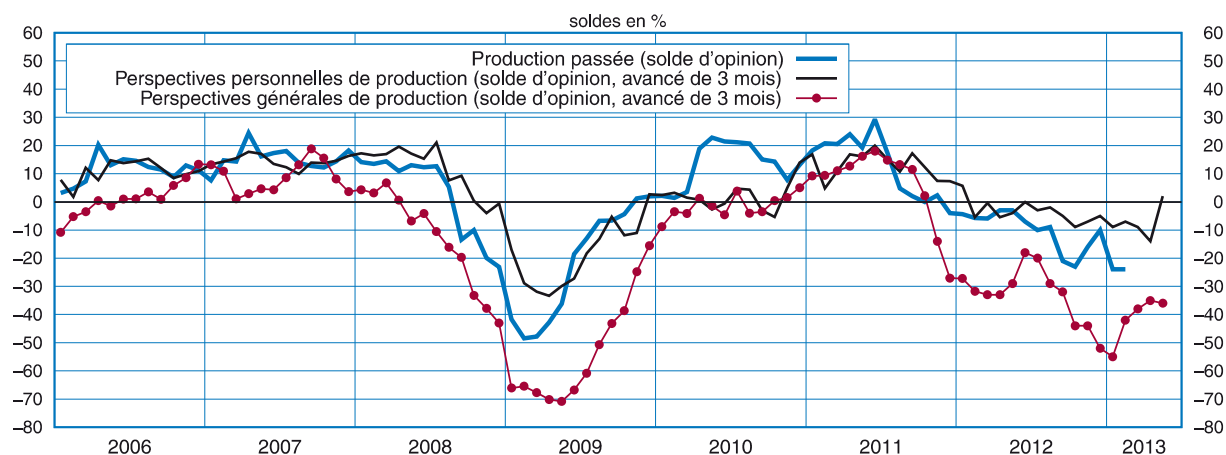
Au premier trimestre 2013, l'activité dans le commerce se replierait de nouveau (-0,3 %), notamment du fait du recul de la consommation des ménages en biens manufacturés (-0,7 %). L'indicateur du climat des affaires dans le commerce de gros, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise du secteur, a d'ailleurs continué de baisser en janvier 2013 et les soldes d'opinion relatifs à l'activité passée se sont repliés, notamment dans le secteur des biens d'équipement. Dans le commerce de détail, l'enquête de conjoncture de février 2013 indique également un climat des affaires dégradé. Au deuxième trimestre 2013, l'activité commerciale se redresserait légèrement (+0,2%), soutenue par le léger rebond de la consommation des ménages en biens manufacturés (+0,2 %).

Mi-2013, l'acquis de croissance de la production dans le commerce serait de -0,2 % (après +0,2 % en 2012).

### La production d'énergie continuerait de progresser début 2013

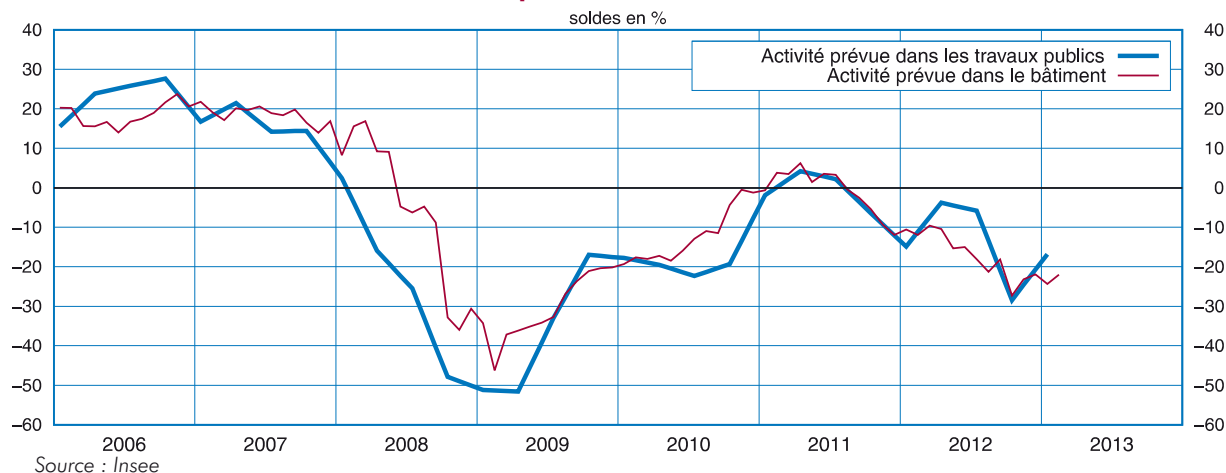
La production d'énergie a rebondi au quatrième trimestre 2012 (+0,9 % après -1,3 %). Cette progression se poursuivrait au premier trimestre 2013 (+1,1 %), sous l'effet notamment de la hausse des dépenses de consommation des ménages dont les dépenses de chauffage auraient été importantes en lien avec les conditions climatiques du début d'année. Sous l'hypothèse d'une météorologie conforme aux normales saisonnières, la production d'énergie diminuerait ensuite au deuxième trimestre 2013 (-0,4 %). Mi-2013, l'acquis de croissance de la production d'énergie s'établirait à +1,3 % après une hausse de +1,2 % en 2012. ■

### 3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

## 4 - Activité prévue dans la construction



## 5 - Opinion relative à l'activité dans les services

